

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

MACHAON

3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

Références : D3i n° 2022-738
Code AIOT : 0005704963

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2022 dans l'établissement MACHAON implanté 3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE. L'inspection a été annoncée le 18/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du suivi des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2022-MD-130-IC en date du 05/07/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MACHAON
- 3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
- Code AIOT : 0005704963
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société MACHAON est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016-A-101-IC du 01/07/2016 modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2020-A-27-IC du 07/02/2020 et n° 2022-APC-134-IC du 25/07/2022, à exploiter une usine de valorisation du polyéthylène basse densité (PEBD) des plastiques de la filière agricole (films de paillage, films d'ensilage, films d'enrubannage) et de la collecte sélective réalisée auprès des particuliers, sous la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées.

L'établissement est implanté dans les anciens locaux de la société Air liquide dont l'activité a cessé en décembre 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des échéances à 1 mois de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05/07/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article Annexe 5 + PAC janvier 2022	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Moyens d'intervention internes	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.1.4 et 7.2.3.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.4.1.2 et 7.4.1.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 4.1.2.1 et 4.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Détection et alarme	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.3.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Rétention des produits liquides	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.4.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
10	Equipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 1.6.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, il a été constaté par l'inspection des installations la réalisation de nombreux travaux afin de mettre en conformité le site. Cependant, certaines mesures restent à fiabiliser afin de les maintenir dans le temps. Un projet de lettre préfectorale en ce sens est proposé à Monsieur le Préfet de la Marne et joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.4.1.2 et 7.4.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 05/01/2023
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ces effluents sont confinés à l'intérieur du site. Ce confinement est assuré par:</p> <ul style="list-style-type: none">- un ou plusieurs dispositifs de rétention d'une capacité totale 573 m3;- les fosses du hall de production;- le bâtiment de production équipé de seuils de porte de 9 cm de haut.
Constats : Lors de la visite du 12/05/2022, il avait été constaté que les fosses ne possédaient pas de dispositif permettant leur contrôle et leur vidange. L'inspection a constaté la mise en place d'une trappe de visite sur la fosse du hall de production pour vérifier régulièrement que celle-ci soit toujours en capacité de retenir les eaux et écoulements lors d'un incendie.
De plus, il avait été constaté que le "bâtiment expédition" ne possédait pas de dispositif de rétention des eaux d'incendie. L'exploitant a présenté à l'inspection un devis validé pour la fourniture de barrières manuelles pivotantes, devis en date du 27/07/2022.
Observations : L'exploitant doit préciser à l'inspection le délai de fourniture de ces équipements communiqué par le fournisseur. Ce point fera l'objet d'une vérification lors de la prochaine visite d'inspection concernant le suivi des échéances de l'arrêté préfectoral n° 2022-MD-130-IC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 4.1.2.1 et 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de disconnexion ou système équivalent
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2022
Prescription contrôlée : <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalents sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p>
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté qu'un système de disconnexion a été mis en place au niveau de l'arrivée d'eau potable de l'usine de Machaon. <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un plan du site référencé « Plan général des installations » indiquant la localisation des systèmes de coupures d'énergie ainsi que de l'arrivée d'eau.</p>
Observations : L'inspection a demandé à l'exploitant d'ajouter à ce plan la localisation de l'arrêt du fonctionnement de la STEP du site qui collecte les eaux d'incendie afin de ne pas les acheminer vers le réseau d'eaux usées de la ville de Chalons-en-Champagne. L'inspection a également demandé à l'exploitant d'indiquer sur les arrêts d'urgence concernés un affichage adéquate.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article Annexe 5 + PAC janvier 2022
Thème(s) : Risques accidentels, hauteur des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2022
Prescription contrôlée : <p>A l'annexe 5 est défini les hauteurs des stockages par zone et par bâtiment.</p> <p>Dans le cadre du Porter à connaissance de janvier 2022, certaines hauteurs sont augmentées.</p>
Constats : Le jour de la visite de l'inspection, il est constaté que : <ul style="list-style-type: none">- les balles plastiques sont stockées sur trois niveaux, à une hauteur inférieure à 3m.- la hauteur de stockage du CSR déposé mécaniquement en vrac dépasse 3m. <p>Proposition de l'inspection:</p> <p>Lors de la prochaine visite d'inspection qui sera réalisée dans le cadre du suivi des échéances de l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant devra s'assurer que le stockage de CSR ne dépasse pas les 3 mètres de hauteur prescrits à l'annexe 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-APC-134-IC.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p> <p>Un plan général des stockages établi en cohérence avec le résultat de l'étude de danger est maintenu disponible en toute circonstance et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.</p>
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection différents plans comprenant : <ul style="list-style-type: none">- le plan des risques incendie, version en date du 01/08/2022 précisant le zonage des risques (ateliers et stockages);- le plan général des installations, version en date du 01/08/2022 précisant les activités ainsi que les systèmes de coupures d'énergie;- un enregistrement interne nommé "Plan de stock plastique" précisant le tonnage des produits stockés par zone de stockage et par matériaux.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour le document nommé "Procédure d'intervention en cas d'incendie" afin de faciliter la transmissions de tout élément nécessaire à l'intervention des services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens d'intervention internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.1.4 et 7.2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel et mesures organisationnelles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.</p> <p>Le personnel est formé à la manipulation du matériel d'extinction.</p> <p>L'exploitant procède à au moins un exercice incendie annuel afin d'éprouver sa capacité à réagir en termes de détection, d'alerte, d'évacuation, de première intervention de confinement des eaux d'extinction.</p>
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection la convention simplifiée de formation avec un organisme de formation, AFC PREVENTION. 4 personnes, non formées depuis 2020, ont suivi la formation consistant à l'utilisation des extincteurs.
L'exploitant planifie la formation des 3 personnes absentes et procède à la formation régulière du personnel.
L'inspection a demandé à l'exploitant de procéder à un exercice d'évacuation du site et a constaté que : <ul style="list-style-type: none">- l'évacuation du site et le comptage au point de rassemblement a été effectué en 3 minutes 12.- 2 personnes d'une entreprise extérieure n'ont pas été recensées et donc non comptabilisées.- un camion est resté stationné sur la voie d'intervention des services de secours.
Proposition de l'inspection: Sous un délai d'un mois, l'inspection propose de demander à l'exploitant la mise à jour de la procédure de gestion des incendies afin d'identifier les personnes présentes sur son site ainsi que la mise à jour, la transmission et la compréhension du protocole de sécurité aux entreprises de transport.
Observations : L'exploitant intégrera l'utilisation des RIA ainsi que la procédure de gestion des incendies dans les prochaines formations incendie de son personnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Détection et alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale, Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 05/10/2022
Prescription contrôlée : <p>Les locaux (zone de tri des déchets, extrusion et stockages) sont équipés d'un système de détection incendie. Les détecteurs sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>En cas d'absence de personnel ou de gardien sur site, un report d'alarme est assuré permettant une intervention (levée de doute ou appel des services de secours) dans des délais courts.</p>
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté: <ul style="list-style-type: none">- le certificat d'installation de système de protection contre les feux, document en date du 30/06/2022, en langue française;- la notice technique d'utilisation de la centrale incendie;- un avis d'intervention de la société DEKRA pour la réalisation périodique du système de sprinklage, prévu le 15/09/2022. <p>L'inspection a contrôlé les deux derniers bulletins de vérification des RIA, extincteurs et trappes de désenfumage effectués par un organisme de contrôle incendie, société CASI, en date du 29/07/2022 et du 18/08/2022.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection l'enregistrement interne nommé "Vérification test hebdomadaire des sources d'eau sprinkler". Le dernier contrôle a été réalisé le 29/08/2022.</p>
Observations : L'inspection recommande à l'exploitant d'intégrer cet enregistrement à une procédure interne afin de garantir la fréquence de réalisation.
L'inspection consultera le rapport de la société DEKRA lors de la prochaine visite de suivi des échéances de l'arrêté préfectoral n° 2022-MD-130-IC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rétention des produits liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.4.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Capacité de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2022
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols est associés à une capacité de rétention.</p>
Constats : Le jour de la visite d'inspection, il a été constaté la mise sur rétention des produits chimiques sur des rétentions mobiles ainsi que sur des rétentions fixes. La compatibilité des produits chimiques, par rétention, est respectée. L'étiquetage et l'identification des risques des produits chimiques stockés sont présents sur les contenants. L'étiquetage en espagnol est doublé d'un étiquetage en français.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 05/08/2022
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.</p>
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection les derniers rapports de vérifications périodiques effectués par un organisme de contrôle pour les bâtiments: <ul style="list-style-type: none">- maintenance et expéditions en date du 26/06/2022;- administratif et bâtiment production en date du 29/11/2021. <p>Plusieurs non-conformités ont été relevées dans le rapport en date du 29/11/202. L'exploitant n'est pas en capacité de fournir son plan d'action afin d'y remédier</p> <p>Proposition de l'inspection: Sous un délai d'un mois, l'exploitant devra communiquer à l'inspection un plan d'action en mentionnant les délais pour la mise en conformité.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 05/10/2022
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant les installations (bâtiment de production et cellule de stockage) doivent être équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre de fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être à commandes automatiques et manuelles. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté: - le certificat d'installation de système de protection contre les feux, document en date du 30/06/2022, en langue française; - la notice technique d'utilisation de la centrale incendie; - un avis d'intervention de la société DEKRA pour la réalisation périodique du système de sprinklage, prévu le 15/09/2022. L'inspection a contrôlé les deux derniers bulletins de vérification des RIA, extincteurs et trappes de désenfumage effectués par un organisme de contrôle incendie, société CASI, en date du 29/07/2022 et du 18/08/2022. L'exploitant a transmis à l'inspection l'enregistrement interne nommé "Vérification test hebdomadaire des sources d'eau sprinkler". Le dernier contrôle a été réalisé le 29/08/2022. L'inspection a constaté la remise en état des déclencheurs manuel du "bâtiment expédition"
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 1.6.3
Thème(s) : Situation administrative, chaudière et réseau de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 05/10/2022
Prescription contrôlée : <p>Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Lorsque que l'enlèvement est impossible, des dispositions matérielles interdiront leur utilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.</p>
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté une copie du procès verbal de visite sur le poste de détente du site par GRDF en date du 27/08/2020. L'équipement a été mis en sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet